

Zeitschrift: Schweizerische Bauzeitung
Herausgeber: Verlags-AG der akademischen technischen Vereine
Band: 13/14 (1889)
Heft: 3

Artikel: Bundesgesetz betreffend die Erstellung von Telegraphen- und Telephon-Linien (vom 26. Juni 1889)
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-15647>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

et surtout en façade. — Le musée scolaire a trop d'importance, il ne s'agit au fond que d'un cabinet de collections, l'auteur en a fait une véritable „Aula“ et l'a caractérisée comme telle en façade.

La façade du Sud est moins intéressante que celle au Nord.

* * *

Le projet Nr. 7, „Dada.“ Bon parti de plan, mais le corridor principal est trop long, il est d'autant inutile de le prolonger jusqu'aux façades latérales que l'éclairage uniquement par les côtés est préférable. La fenêtre triple, projetée ici dans ce but, n'est pas très heureuse. — L'auteur paraît avoir eu conscience des critiques qui viennent d'être formulées, car il a élaboré une variante présentant une solution très heureuse, mais peu étudiée dans ses détails. Les salles d'école n'y sont séparées que par une paroi alors que rien n'empêcherait d'établir un mur dont la présence, au point de vue constructif, serait fort désirable; l'agencement des cabinets d'aisance laisse à désirer, la partie centrale entre les deux escaliers est trop étroite.

Les façades constituent la partie faible du projet, le plan de situation est bon, la variante B n'est pas admissible.

* * *

Le projet Nr. 8, „Soleil“, a une valeur artistique réelle, il est regrettable que son auteur en ait compromis si gravement le succès par le parti de plan adopté, pour le centre du bâtiment beaucoup trop vaste, à corridors sombres et extraordinairement compliqués.

La disposition des préaux et salles de gymnastique dans l'axe du bâtiment scolaire, par laquelle l'auteur a voulu arriver à une séparation absolue des filles et des garçons, est contraire au principe posé plus haut par le Jury.

* * *

Le projet Nr. 9, „A.B.C.“, est très sérieusement étudié par un auteur qui paraît posséder à fond son sujet. Le plan est concentré, simple et bon dans toutes ses parties. La disposition des corridors, bien éclairés, est particulièrement recommandable.

Il en est de même de celles des préaux couverts et des salles de gymnastique qui ne sauraient être meilleure.

Les façades sont intéressantes et heureusement conçues, la partie centrale de celle au sud, serait seule à revoir. La variante répond entièrement au programme du concours, et pourrait être exécutée telle quelle au besoin.

Le plan principal nous paraît cependant préférable, la façade du nord se présenterait sous un aspect plus heureux, la construction en général, et celle des toitures en particulier, serait plus normale, les lavabos vis-à-vis des aîsances mieux en place; le coût en serait, il est vrai, quelque peu supérieur, mais une compensation serait établie par les trois locaux qui seraient obtenus en plus, dont l'utilité paraît établie. Un seul escalier pour les combles serait suffisant.

Le Jury envisage que la mise en exécution de ce projet serait de nature à répondre pleinement aux exigences de la Commune de Lausanne.

* * *

Le projet Nr. 10, „Yram“, est un de ceux dont plusieurs salles d'école sont éclairées unilatéralement au midi, le plan offre de bonnes dispositions, mais le Jury ne peut se prononcer en faveur de la partie centrale du rez-de-chaussée, s'élevant jusqu'au premier étage; la loge du concierge prend dans ce projet des proportions beaucoup trop considérables, la distribution du terrain n'est pas avantageuse.

* * *

Le projet Nr. 11, „Ecusson de la Ville de Lausanne.“ Ce projet offre dans sa variante beaucoup d'analogie avec celui décrit plus haut sous le Nr. 7, „Dada“, mais il lui est supérieur quant à l'étude en détail et surtout dans les façades qui ont une réelle valeur artistique.

L'horloge se relie mal avec les lignes d'architecture du bâtiment, les portes d'entrée pourraient avoir plus d'importance. — Le plan de situation est bon.

* * *

Le projet Nr. 15 „Y“ offre un plan très concentré et original par la disposition de ses escaliers, on pourrait en tirer parti si l'orientation du bâtiment pouvait être autre, dirigée en plein sud-est par exemple.

La disposition de l'éclairage des salles est défectueuse, la surface des ouvertures devrait être notablement réduite.

Dans la variante projetée les escaliers produiraient en façade un aspect désastreux.

En somme ce projet constitue une étude très intéressante mais qui a pour inconvénient de ne pas s'adapter au terrain ainsi que le démontrent à l'évidence les deux variantes du plan de situation.

Le Jury à l'unanimité a décidé d'accorder:

un premier prix de	1000 frs. au projet „A. B. C.“
un second prix de	700 frs. „ „ „Ecusson de la ville de Lausanne“.

deux troisième prix ex-æquo 400 frs. aux projets „Lux“ et „Dada“, et de décerner une mention spéciale aux deux projets „Y“ et „Y“ dont le nom des auteurs pourraient être proclamé si ceux-ci en donnent l'assentiment.

En terminant, le Jury prend la liberté d'attirer l'attention de la Commune sur l'avantage qu'il y aurait selon lui à pourvoir au chauffage des corridors.

Ce serait là une condition essentielle pour obtenir un bon chauffage des salles elles-mêmes qui, à tous égards, ne saurait être assez recommandé.

Ainsi jugé à Lausanne le 14 mai 1889.

Alf. Rychner archt.,

A. Tièche archt.,

A. Bourdillon archt.,

Dr. Combe,

Louis Roux, directeur.

Voici les noms des auteurs:

A. B. C.	MM. <i>Bezenenet et Girardet</i> , à Lausanne.
Ecusson de la ville de Lausanne	MM. <i>Maurhoffer</i> , „ „
Lux	M. <i>Verrey & Koella</i> , „ „
Dada	M. <i>Isoz</i> , „ „

Mentions spéciales:

Y	M. <i>Henri Grenier</i> , „ „
Y	MM. <i>Max Münch & R. Zollinger</i> , à Zurich.

Bundesgesetz

betreffend

die Erstellung von Telegraphen- und Telephon-Linien*).

(Vom 26. Juni 1889.)

Die Bundesversammlung

der schweizerischen Eidgenossenschaft,

in Anwendung von Art. 36 der Bundesverfassung;

nach Einsicht einer Botschaft des Bundesrathes vom 13. November 1888,

beschliesst:

Art. 1. Der Bund ist berechtigt, öffentliche Plätze, Strassen, Fahr- und Fusswege, sowie auch öffentliche Canäle, Flüsse, Seen und deren Ufer, soweit diese dem öffentlichen Gebrauche dienen, für die Erstellung von oberirdischen und unterirdischen Telegraphen- und Telephon-Linien, gegen Ersatz des bei dem Bau und Unterhalte allfällig entstehenden Schadens, in Anspruch zu nehmen, immerhin unter Wahrung der Zwecke, für welche das in Anspruch genommene öffentliche Gut bestimmt ist.

Art. 2. In gleicher Weise ist der Bund berechtigt, auch über Privateigenthum Telegraphen- und Telephondrähte ohne Entschädigungsleistung zu ziehen, insofern dadurch die zweckentsprechende Benützung der betreffenden Grundstücke oder Gebäude nicht beeinträchtigt wird.

Art. 3. Die eidgenössische Verwaltung ist verpflichtet, sich vor dem Bau derartiger Linien (Art 1 und 2) mit den betreffenden Behörden oder Privaten über alle für sie in Betracht kommenden Verhältnisse in's Einvernehmen zu setzen und ihren Wünschen und Begehren so weit entgegen zu kommen, als die zweckentsprechende Ausführung der Linie es erlaubt. Auf bestehende unterirdische Canäle, Wasser- und Gasleitungen ist möglichst Rücksicht zu nehmen.

Kann eine Verständigung über die Art der Ausführung der Linie nicht erzielt werden, so entscheidet innert der in den Artikeln 1 und 2 gezogenen Schranken der Bundesrath. Derselbe hat in wichtigen Fällen auf das Begehren der Betheiligten das Gutachten von ausserhalb der Verwaltung stehenden Sachverständigen einzuholen.

Art. 4. Baumäste, durch welche eine vom Bunde errichtete Leitung gefährdet oder gestört wird, sind von dem Eigenthümer des Baumes zu beseitigen.

Die Verwaltung lässt ein derartiges Begehren dem Eigenthümer durch die Ortsbehörde eröffnen und ist berechtigt, die Beseitigung selbst vorzunehmen, wenn dem Begehren nicht binnen acht Tagen nach der amtlichen Eröffnung stattgegeben wird.

* Wir lassen nachstehend den vollständigen Wortlaut des von den eidg. Räten angenommen Gesetzes folgen.

Tour de 300 mètres.



Seite / page

16(3)

leer / vide /
blank

Die Frage, ob und wie viel Entschädigung zu bezahlen sei, wird im Streitfall durch die von der Cantonsregierung zu bezeichnende Localbehörde entschieden.

Art. 5. Will über das gemäss Art. 1 und 2 in Anspruch genommene Eigenthum eine Verfügung getroffen werden, die eine Aenderung oder Beseitigung der errichteten Linie nöthig macht, so ist die Anforderung hiezu schriftlich an die eidg. Verwaltung zu erlassen, welche die Aenderung oder Beseitigung der Linie vorzunehmen hat.

Wird die angekündigte Verfügung des Eigenthümers nicht binnen eines Jahres von der Aenderung oder Beseitigung der Linie an gerechnet, in's Werk gesetzt, so bleibt der eidgenössischen Verwaltung die Klage auf Ersatz der veranlassten Auslagen vorbehalten.

Art. 6. Der Bund ist berechtigt, auf dem Gebiete der Bahngesellschaften unentgeltlich Telephonlinien oder an den daselbst befindlichen staatlichen Telegraphenlinien Telephondrähte anzulegen, insoweit dies ohne Beeinträchtigung des Bahnbetriebes und der Benützung von sonstigem Bahneigenthum, sowie der zur Sicherung der Bahn vorhandenen Einrichtungen geschehen kann.

Der Bund trägt den Schaden, welcher einer Bahngesellschaft durch den Bau oder Unterhalt einer Telephonanlage erwächst.

Art. 7. Sobald die Telephonanlagen sich der Erstellung neuer oder der Veränderung bestehender bahndienstlicher Einrichtungen hinderlich erweisen, so hat die eidgenössische Verwaltung die nöthige Verlegung ihrer Anlagen in eigenen Kosten vorzunehmen.

Art. 8. Vor der Anlage von electricischen Leitungen für Starkströme sind die Pläne, sammt allen nöthigen Angaben der eidgenössischen Verwaltung vorzulegen. Diese wird bei der Genehmigung der Pläne, sowie während des Betriebes, den Unternehmer der Starkstromleitung zu den erforderlichen Massnahmen verhalten, um die Telegraphen- und Telephonanlagen gegen jede Gefährdung und Betriebsstörung sicherzustellen und die zukünftige Ausdehnung derselben nicht zu verunmöglichen. Zur Erreichung dieses Zweckes wird die eidgenössische Verwaltung auch an ihren eigenen Linien die entsprechenden Vorkehrungen treffen.

Dieselben Grundsätze finden auch bei der Neuanlage einer Telegraphen- oder Telephonleitung gegenüber einer bestehenden Starkstromleitung Anwendung.

Art. 9. Erfolgt keine Verständigung über die beidseitig zu treffenden Massnahmen, so verfügt der Bundesrath nach Einholung eines Gutachtens von ausserhalb der Verwaltung stehenden Sachverständigen.

Bei Missachtung der erlassenen Vorschriften kann der Bundesrath den Betrieb einer Starkstromanlage untersagen.

Die Bestimmungen von Art. 66 des Bundesstrafrechts bleiben vorbehalten.

Art. 10. Ueber die Zuteilung der Kosten der vom Bundesrath angeordneten Massnahmen entscheidet im Streitfall das Bundesgericht, nach folgenden Grundsätzen:

- a. Die Kosten der Massnahmen, welche an einer neu anzulegenden Linie zum Schutz einer bestehenden Linie zu treffen sind, werden von der Unternehmung der Neuanlage getragen.
- b. Wird durch die Neuanlage einer electricischen Linie (Starkstrom- und staatliche Telegraphen- oder Telephonanlage) die Aenderung einer schon bestehenden Linie nothwendig, so sind die hieraus entstehenden Kosten, insoweit dieselben nicht in der Mangelhaftigkeit dieser letztern Linien ihren Grund haben, in der Regel ausschliesslich durch die Unternehmung der Neuanlage zu bestreiten. Eine Ausnahme von dieser Regel kann zu Gunsten von Starkstromleitungen eintreten, welche einem öffentlichen Zweck dienen.
- c. In allen übrigen Fällen hat jeder Theil für die Kosten der an seinen eigenen Anlagen zu treffenden Massnahmen aufzukommen.

Art. 11. Die Bestimmungen der Art. 9 und 10 finden auch auf die zur Zeit schon bestehenden Anlagen entsprechende Anwendung.

Art. 12. Streitigkeiten, welche bei Anwendung dieses Gesetzes entstehen, sind, soweit dasselbe die Erledigung nicht einer andern Behörde überträgt, nach Massgabe des Bundesgesetzes betreffend den Gerichtsstand für Civilklagen gegen den Bund, vom 20. November 1850, durch den ordentlichen Richter zu entscheiden.

Art. 13. Werden vom Bund für die Erstellung von Telegraphen- und Telephonlinien weitere als die in dem vorliegenden Gesetz bezeichneten Rechte in Anspruch genommen, so finden die Bestimmungen betreffend das Expropriationsverfahren Anwendung.

Art. 14. Der Bundesrath wird über die Ausführung dieses Gesetzes die nöthigen Verordnungen erlassen.

Art. 15. Der Bundesrath ist beauftragt, auf Grundlage der Bestimmungen des Bundesgesetzes vom 17. Juni 1874, betreffend die Volksabstimmung über Bundesgesetze und Bundesbeschlüsse, das gegenwärtige Gesetz bekanntzumachen und den Zeitpunkt des Inkrafttretens zu bestimmen.

Also beschlossen vom Ständerathe,

Bern, den 24. Juni 1889.

Der Präsident: **C. Hoffmann.**

Der Protocollführer: **Schatzmann.**

Also beschlossen vom Nationalrathe,

Bern, den 26. Juni 1889.

Der Präsident: **H. Häberlin.**

Der Protocollführer: **Ringier.**

Note. Datum der Publication: 13. Juli 1889.

Ablauf der Einspruchsfrist: 11. October 1889.

Patent-Liste.

Eintragungen des eidg. Amtes für geistiges Eigenthum.

Zweite Hälfte des Monats Mai 1889.

- Cl. 9, Nr. 975. 29. Mai 1889, 8 Uhr. — Plafond. — **Katz, A.**, Dr. phil., Regierungsbaumeister, Stuttgart. Vertreter: Ritter, A., Basel.
- Cl. 20, Nr. 899. 11. Mai 1889, 12 Uhr. — Zerlegbarer Heisswasser-Kessel. — **Gurney, Edward**, in Firma E. & C. Gurney & Co., Ofenfabricanten, Toronto, Staat Ontario (Kanada). Vertreter: Blum & Co., E., Zürich.
- Cl. 20, Nr. 911. 30. April 1889, 8 Uhr. — Condensationswasser-Ableiter mit Doppelventil für Dampfheizungen. — **Wilhelm, Fr.**, Werkführer, Olten.
- Cl. 20, Nr. 912. 30. April 1889, 11¹/₂ Uhr. — Colonnen-Flüssigkeitswärmer. — **Buhe, Andreas**, Ingenieur, Dessau. Vertreter: Blum & Co., E., Zürich.
- Cl. 20, Nr. 951. 15. Mai 1889, 8 Uhr. — Momentaner Wasserheizer mit Gasbrennern zum Gebrauche in Küchen, Toilette- und Badzimmern etc. — **Werdenberg, Eduard**, Fabricant von Gasheizapparaten, Freiestrasse, 90, Basel. Vertreter: Ritter, A., Basel.
- Cl. 20, Nr. 968. 29. Mai 1889, 12 Uhr. — Gesperre zur gegenseitigen Beeinflussung des Gashahnes und Wasser- und Flüssigkeitshahnes bei Wasser- oder Flüssigkeitswärmvorrichtungen mit Gasheizung. — **Buhe, Andreas**, Ingenieur, Dessau. Vertreter: Blum & Co., E., Zürich.
- Cl. 20, Nr. 972. 29. Mai 1889, 8 Uhr. — Verbesserte Dampfheizungsanlage. — **Körting, E.**, Ingenieur und Maschinenfabricant, Hannover. Vertreter: Imer-Schneider, E., Genf.
- Cl. 20, Nr. 977. 16. Mai 1889, 12 Uhr. — Füllschachtofen mit mehrfacher Luftcirculation. — **Linke, Gebrüder**, Zürich. Vertreter: Blum & Co., E., Zürich.
- Cl. 21, Nr. 913. 30. April 1889, 3¹/₂ Uhr. — Dichtungsrillen mit Einlage. — **Lechler, Paul**, Stuttgart. Vertreter: Ritter, A., Basel.
- Cl. 21, Nr. 979. 17. Mai 1889, 12 Uhr. — Ventilbahn mit einsetzbarem Ventilsitz und in Metall gefasstem Cautschucsitz der Spindel. — **Oederlin, Karl**, Baden. Vertreter: Blum & Co., E., Zürich.
- Cl. 101, Nr. 966. 31. Mai 1889, 8 Uhr. — Photographische Camera, insbesondere auch für Augenblickbilder. — **Anschütz, Ottomar**, Lissa, Provinz Posen. Vertreter: Blum & Co., E., Zürich.
- Cl. 136, Nr. 932. 21. Mai 1889, 12 h. — Nouvelle pile constante à deux liquides. — **Société Lahousse & Co., H.**, Lille. — Mandataires: Blum & Co., E., Zürich.
- Cl. 145, Nr. 902. 17. Mai 1889, 12 Uhr. — Apparat für die Offenhaltung eines der Electrolyse unterworfenen feuerflüssigen Bades, sowie zur gleichmässigen Vertheilung der aufzugebenden noch ungeschmolzenen Zuschläge in den bereits geschmolzenen Massen des electrotechnischen Bades. — **Kiliani, Martin, Dr.**, Director der Aluminium-Industrie-Actien-Gesellschaft, Neuhausen bei Schaffhausen. Vertreter: Blum & Co., E., Zürich.
- Cl. 147, Nr. 921. 22. Mai 1889, 8 h. — Appareil pour l'extraction de l'aluminium de l'alumine, soit à l'état pur, soit à l'état d'alliage avec d'autres métaux. — **Société The Pittsburgh Reduction Company**, Pittsburgh, Pensylvanie. Mandataire: de Stürler, L., Thoun.
- Cl. 157, Nr. 976. 16. Mai 1889, 12 Uhr. — Verbessertes Thürfallenschloss. — **Oederlin, Karl**, Baden. Vertreter: Blum & Co., E., Zürich.
- Cl. 177, Nr. 904. 20. April 1889, 8 Uhr. — Ein- und Ausrückungsvorrichtung für Drehbänke. — **Bossard, R.**, Carouge bei Genf. Vertreter: Imer-Schneider, E., Genf.